

Kohei Salto - Pour un communisme de la décroissance

Kohei Salto Professeur associé de philosophie à l'Université de Tokyo, il a obtenu son doctorat en 2016 à l'université Humboldt de Berlin et a coédité les œuvres complètes de Marx et d'Engels (Mare-EngeZs-Gesamtausgabe).

Il est l'auteur de La Nature contre le capital. L'écologie de Marx dans sa critique inachevée du capital (Syllepse, 2021) et surtout de Hitoshinsei no Shihonron (« Le Capital dans l'Anthropocène », Shüeisha, 2020, non traduit), qui s'est vendu à un demi-million d'exemplaires au Japon .

Contre l'image d'Épinal d'un Marx périmé donna vision productiviste n'aurait plus rien à nous apporter à l'heure de la crise environnementale, le philosophe japonais Kohei Salto voit dans le père du communisme un penseur précurseur de l'écologie.

Contre l'illusion d'une croissance verte qui ne résoudra rien, il invite à développer un communisme de la décroissance.

On entend beaucoup parler de « croissance verte ». Derrière ce terme se cache l'idée que la croissance économique peut être dissociée de l'exploitation de l'environnement. Les partisans de cette idée y voient une forme future de Capitalisme qui contribuerait en même temps à la lutte contre le changement climatique. Qu'en pensez-vous ?

Kohei Saito : Si c'était une si bonne idée, ne l'aurions-nous pas d'ores et déjà mise en œuvre ? Le changement climatique n'est plus seulement une menace, il est déjà là. La révolution industrielle a provoqué une augmentation inédite des émissions de dioxyde de carbone, multipliées par sept après la Seconde Guerre mondiale. Les conséquences de l'augmentation de la température sont déjà graves et nous devons arrêter tout réchauffement supplémentaire. Or le capitalisme est par définition un système qui a besoin de croissance, ce qui conduit inévitablement à l'exploitation des hommes et de la nature pour maintenir cette croissance. Cette exploitation - un « mode de vie impérial », comme le qualifie le politologue Ulrich Brand -. nécessite des marchés avec une main-d'œuvre à bas coût pour produire la richesse, surtout au détriment du Sud mondial. Comme la production utilise des ressources finies, le capitalisme cherche de nouvelles technologies, de nouvelles possibilités d'exploitation, pour repousser les effets de l'épuisement de la planète. Certains affirment que le capitalisme peut résoudre le problème du changement climatique grâce à des propositions telles que le Green New Deal, qui visent à stopper le réchauffement tout en favorisant la croissance économique. Mais un découplage complet entre la croissance et les dommages environnementaux n'est actuellement pas possible; le découplage existant, mais faible, dans les pays de l'OCDE résulte de la délocalisation de la production vers le Sud mondial. Le marché seul ne réduira pas les émissions. Malgré la rhétorique séduisante des technologies vertes et les objectifs de développement durable, leur production – telle celle des batteries pour véhicules électriques -, contribue aux émissions, à la destruction de l'environnement, ainsi qu'à des pratiques de travail contraires à l'éthique. L'économie reste dépendante des matériaux, et même le travail intellectuel consomme beaucoup d'énergie. Le capitalisme vert est une illusion. La dépendance de ce système à l'égard d'une croissance constante signifie qu'il lui donne la priorité sur des objectifs climatiques stricts et nous pousse à nous adapter au réchauffement plutôt qu'à le prévenir. **Partant de là, je vois quatre scénarios pour l'avenir.**

Lesquels?

Le premier, et le plus sombre, est une sorte de fascisme climatique. Dans ce scénario, le changement climatique est totalement hors de contrôle. Seuls les super-riches peuvent encore mener une vie normale, et le reste de l'humanité est opprimé par l'État au service des super-riches. Le deuxième scénario est celui de la barbarie. Dans ce scénario, nous ne faisons pas assez pour empêcher l'accentuation du réchauffement climatique, ce qui entraîne des émeutes, la famine et des

exodes massifs. Les 99 % privés de leurs droits renversent l'État et les super-riches, et un chaos anarchique s'installe.

La troisième possibilité que je vois est le maoïsme climatique, ce qui signifie que la protection du climat est abordée d'en haut dans une dictature centralisée dont les mesures sont imposées aux citoyens.

La quatrième variante est évidemment celle que je mets en avant : la crise climatique est abordée de manière démocratique sur une base d'égalité et de liberté.

Pour défendre cette quatrième voie, vous avez relu Karl Marx Comme un précurseur de la pensée verte.

Plus précisément, vous avez lu certains des carnets de notes méconnus de Marx. Il ressort de certains carnets que Marx s'est intéressé de près aux questions écologiques - appauvrissement des sols, déforestation, extinction des espèces - dans les dernières années de sa vie. même si ces connaissances n'ont pas été reprises dans *Le Capital* du fait de son état de santé. En travaillant sur l'édition complète des œuvres de Marx et d'Engels, j'ai été frappé par le grand intérêt de Marx pour l'écologie, ce qui me pousse à contester l'opinion selon laquelle Marx n'a plus rien à nous dire aujourd'hui. Marx était un philosophe écologiste qui s'intéressait à des contemporains comme Justus von Liebig - un critique précoce de la surexploitation qui s'intéressait à la durabilité. Je me suis rendu compte que, dans une certaine mesure, les gens ont raison lorsqu'ils disent que les idées de Marx se sont révélées fausses. Mais seulement si on lit ses œuvres dans le contexte du XX^e siècle. En revanche, si on lit Marx à la lumière des défis écologiques actuels, ses idées se révèlent pertinentes pour y faire face.

À partir de votre lecture de Marx, vous élaborez un scénario dans lequel nous gérerions la crise climatique de manière démocratique, que vous appelez « communisme de décroissance ». Pouvez-vous expliquer ?

Je voudrais mettre en avant trois idées essentielles que j'ai retenues de Marx pour ce communisme de décroissance.

D'abord, l'accent mis sur la valeur d'usage par rapport à la valeur d'échange. Marx faisait la distinction entre l'utilité d'une marchandise (valeur d'usage) et sa valeur dans le commerce (valeur d'échange). J'insiste sur la nécessité de nous orienter vers une économie qui met l'accent sur la valeur d'usage, c'est-à-dire qui produirait des biens sur la base de leur utilité et de leur nécessité, et non sur la base de leur potentiel à générer des profits. Ce changement est essentiel pour réduire la surproduction et la surconsommation, qui sont parmi les principales causes de la dégradation de l'environnement. Avons-nous vraiment besoin de plus de téléphones, de plus de réfrigérateurs et de plus de voitures ? Si l'on regarde des pays comme le Japon, la France ou l'Allemagne, la réponse est clairement non.

Deuxième élément : le concept de « propriété commune ». Il s'agit de ressources qui sont détenues et gérées collectivement. Je vois dans la restauration et l'extension de cette propriété commune une possibilité de gérer les ressources de manière durable et équitable, là où de la propriété privée conduit souvent à l'exploitation et à l'épuisement des ressources. Si nous produisons moins, nous devons partager davantage, et Marx peut nous enseigner comment y parvenir avec succès.

Troisième point : la démocratisation de la production et du travail. L'idée avancée par Marx d'un contrôle ouvrier sur la production et d'une suppression de la division du travail influence ma vision d'un processus de production démocratisé et décentralisé. Cela implique de donner plus de sens au travail, de le diversifier et de l'orienter vers les besoins sociaux et écologiques.

Il s'agit donc, avec le communisme de décroissance, non d'un renoncement à tous les plaisirs, mais de l'émergence d'une autre forme d'abondance ?

Une abondance qui garantit la satisfaction des besoins de base et évite le gaspillage?

À quoi cela pourrait-il ressembler concrètement?

En tant que philosophe, il n'est pas de mon ressort de développer des stratégies politiques spécifiques. Les philosophes agissent plutôt en tant qu'ingénieurs d'idées, ouvrant de nouvelles perspectives pour certains concepts et montrant des modes de fonctionnement alternatifs de ces concepts. Dans cette perspective, il est à mes yeux important de remettre en question nos points de vue traditionnels sur le capitalisme. Pour beaucoup, le capitalisme est synonyme d'économie florissante et de prospérité. En réalité, son essence est la création artificielle de la pénurie et de la pauvreté. L'origine historique du capitalisme remonte au XVI^e siècle en Angleterre, lorsque la privatisation des terres a commencé. Auparavant, la terre était considérée comme une propriété commune, un *common*, et était librement accessible à tous - qu'il s'agisse du logement, de terres agricoles ou d'eau potable. Avec l'avènement du capitalisme, ces ressources ont été privatisées et se sont transformées en marchandises. Les paysans ont perdu leurs terres et sont devenus des ouvriers dans les usines des villes. Cela correspond au **paradoxe de Lauderdale, du nom du comte de Lauderdale. Pour lui, la prospérité publique diminue lorsque la richesse individuelle augmente**, puisque cette dernière suppose une rareté artificielle. Cette idée s'oppose au **dogme libéral d'Adam Smith, selon lequel la recherche du profit individuel crée la prospérité pour tous**. Dans le communisme tel que Marx l'a compris et tel que je l'applique dans le cadre du communisme de décroissance, il s'agit d'éliminer la rareté artificiellement créée par le capitalisme. La communauté récupère ce qui était autrefois un bien commun. L'abondance est restaurée, elle est à la disposition de tous et elle est gérée de manière collective. Des exemples comme les administrations citoyennes, les coopératives de travailleurs ou l'économie du partage montrent déjà que l'autogestion commune est possible - indépendamment de l'État. Le communisme de décroissance n'implique donc pas un renoncement ascétique et une pauvreté amère, mais une abondance et une véritable prospérité pour tous.

Vous défendez un changement radical de certains processus fondamentaux.

Les sociétés peuvent-elles passer sans violence d'un système capitaliste à un communisme de décroissance ?

Mon objectif n'est pas de détruire le système mais de le transformer progressivement - une vision qu'on peut décrire comme un « réformisme radical » ou une « Realpolitik révolutionnaire ». Mon approche se concentre sur la création d'une propriété commune au sein du capitalisme, à l'instar de l'éducation et des soins de santé gratuits en Allemagne ou en France. J'imagine, partant de là, une extension à l'Internet gratuit et aux transports publics gratuits, comme pour l'eau ou l'électricité. Ces secteurs ne doivent pas être dirigés par le marché ; ils pourraient être gérés par des citoyens ou des collectifs de travailleurs. De telles mesures pourraient réformer le capitalisme en réduisant notre dépendance à la vente de la force de travail. En assurant que les services essentiels sont accessibles, ces mesures permettraient une vie moins dictée par les exigences du capitalisme.

De nombreuses personnes semblent convaincues que la lutte contre le changement climatique passe par des actions individuelles.

Des expressions de plus en plus courantes comme la « honte de prendre l'avion » ou l'« empreinte écologique » (inventée par la compagnie pétrolière BP) en témoignent. Vous estimez toutefois que ce report de la lutte contre le changement climatique au niveau individuel est non seulement inutile mais dangereux. Pourquoi?

Je critique les objectifs de développement durable de l'ONU en tant qu'ils sont pour moi le nouvel « opium du peuple » - en référence à Karl Marx qui, en son temps, qualifiait ainsi la religion. Les gens pensent peut-être qu'en achetant des produits bio ou écologiques, ils prennent leur responsabilité en matière de protection de l'environnement. Posséder une voiture électrique, par exemple une Tesla, nous placerait du bon côté de l'histoire. Mais c'est un mode de pensée capitaliste qui évite les questions plus profondes. Au lieu de consommer uniquement des « produits verts », nous devrions nous demander : avons-nous besoin de plus de voitures ? Les marques de *fast fashion*, Zara ou H&M, devraient-elles produire autant ? Le capitalisme évite de poser de telles questions, car y répondre pourrait saper le système lui-même. C'est là que la théorie critique doit

intervenir pour démystifier le mythe du capitalisme vert, désormais largement répandu en Europe notamment. Dans une perspective de décroissance, nous voyons le problème dans l'augmentation constante de la production. Le vélo est un bon exemple de technologie durable. Il est abordable, réparable et durable, mais marginalité parce qu'il n'est pas assez rentable dans un capitalisme qui privilégie les routes dominées par la voiture. Le changement est pourtant déjà en cours. En Allemagne, on aménage davantage de pistes cyclables et on limite le trafic automobile. Nous ne devons pas attendre une révolution radicale qui réaliserait d'un coup le communisme de décroissance ; les bases d'un avenir meilleur sont déjà là.

Chez les militants qui s'engagent actuellement pour le climat, le terme « communisme » n'apparaît pratiquement jamais. Leurs porte-parole ne mentionnent que très rarement Karl Marx. Comment se fait-il que ces références ne rencontrent pas d'écho ?

C'est étrange, n'est-ce pas ? Bien que ces groupes remettent en question la logique du capitalisme et rejettent l'idée d'une croissance éternelle, ils semblent souffrir d'un certain manque d'imagination quant à ce à quoi pourrait ressembler un avenir meilleur. Ne vous méprenez pas, je soutiens pleinement ces causes, mais je pense que le message selon lequel nous avons besoin d'une décarbonisation complète d'ici à 2050 n'est pas le plus à même d'inciter de nombreuses personnes à agir. De nombreux activistes ne comptent pas forcément Marx parmi leurs figures de référence, ils n'utilisent pas ses termes et ses idées. C'est bien normal, ils peuvent choisir d'autres mots. Mais il me semble que nous devrions nommer la nouvelle société au-delà du capitalisme. Nous devons aussi nous faire une idée concrète de ce à quoi pourrait ressembler la bonne vie dans cet après. Comment allons-nous mener une vie plus éthique ? Comment améliorerons-nous notre bien-être et notre bonheur ? À quoi ressembleront nos communautés et comment assurerons-nous nos besoins fondamentaux ? Nous n'avons sans doute pas besoin de désigner les réponses à ces questions comme un « communisme de décroissance », mais nous avons besoin d'un objectif. Si nous ne visons rien, nous n'arriverons à rien.

Entretien réalisé par Dominik Erhard paru dans l'édition allemande de Philosophie magazine. Paru en français dans le Numéro spécial Les idées de demain de Philosophie magazine.